



COMMUNIQUÉ
Paris, le 03/07/2026

LYON : « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES » SALUE UN RETOUR DE PRAGMATISME SUR LA ZONE À TRAFIC LIMITÉ.

Un an après la mise en place de la Zone à Trafic Limité (ZTL) en Presqu'île de Lyon, la Métropole annonce un assouplissement majeur du dispositif. Dès septembre, plusieurs axes stratégiques seront de nouveau accessibles aux automobilistes et la ZTL ne sera plus active en journée mais uniquement la nuit et le week-end.

Pour l'association « 40 millions d'automobilistes », cette décision constitue une reconnaissance implicite de l'échec d'une politique qui a pénalisé les habitants de la périphérie, les visiteurs et les commerçants du centre-ville.

Le pragmatisme finit par s'imposer

Bien que les défenseurs de la ZTL aient affirmé que les difficultés rencontrées par les commerces de la Presqu'île n'étaient pas liées aux restrictions de circulation, les chiffres parlent d'eux mêmes. Depuis la mise en œuvre de la ZTL, la fréquentation du centre-ville s'est effondrée, entraînant une baisse estimée à près de 40% du chiffre d'affaires de nombreux commerces.

En décidant aujourd'hui de rouvrir plusieurs axes à la circulation automobile, la Métropole reconnaît de fait que le dispositif devait être corrigé.

« Lorsqu'une politique produit des effets contraires à ceux recherchés, il faut savoir faire preuve de pragmatisme. On nous expliquait qu'il n'existait aucun lien entre la ZTL et la baisse de fréquentation du centre-ville mais aujourd'hui, les faits finissent par s'imposer. Nous saluons cette décision qui va dans le bon sens. », déclare Philippe NOZIÈRE, Président de « 40 millions d'automobilistes ».

Des frontières artificielles entre le centre-ville et sa périphérie

Pour l'association, la ZTL lyonnaise illustre les dérives de politiques de mobilité qui consistent à exclure progressivement une partie de la population des centres-villes.

En restreignant fortement l'accès automobile, les collectivités créent des barrières qui découragent les visiteurs et fragilisent l'activité économique.

« On a créé des frontières, de véritables murs entre les centres-villes et leur périphérie. Toute une partie de la population est devenue indésirable simplement parce qu'elle se déplace en voiture. Ce sont pourtant ces visiteurs qui faisaient vivre les commerces. Une ville ne peut pas fonctionner en tournant le dos à ceux qui la font vivre », s'exprime Pierre CHASSERAY, Délégué Général de « 40 millions d'automobilistes ».

L'association rappelle qu'un centre-ville constitue le cœur économique d'un territoire et qu'il ne peut prospérer sans échanges permanents avec l'ensemble de son bassin de vie.

Un premier pas qui devra être poursuivi

Si « 40 millions d'automobilistes » accueille favorablement cet assouplissement, l'association rappelle que la ZTL n'est pas supprimée, ce n'est qu'un premier pas. Les restrictions resteront en vigueur la nuit ainsi que durant les week-ends.

Pour l'association, cette décision lyonnaise doit servir d'exemple à d'autres collectivités qui multiplient les restrictions de circulation sans mesurer leurs conséquences économiques et sociales.

« À force de multiplier les interdictions, on finit par instaurer une véritable ségrégation sociale. Il est temps de remettre le bon sens au coeur des politiques publiques », conclut Pierre CHASSERAY.

L'évolution annoncée par la Métropole de Lyon démontre qu'il est toujours possible de revenir sur des mesures idéologiques lorsque leurs conséquences deviennent manifestes. L'association appelle désormais les autres grandes métropoles à tirer les leçons de cette expérience et à privilégier des politiques de mobilité conciliant attractivité économique, liberté de circuler et qualité de vie.



www.40millionsdautomobilistes.com



@40MA - 40 Millions d'Automobilistes
@PChasseray - Délégué Général



@40millionsdautomobilistes51

→ **À propos de "40 millions d'automobilistes"** : "40 millions d'automobilistes" est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver ce facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.